



**Académie de Poitiers**  
**Déclaration liminaire**  
**FSU et CGT Educ'action**  
**CTA du 24 mai 2022**

Madame la Rectrice  
Mesdames et Messieurs les membres du comité technique,

Impossible de commencer ce CTA sans souligner ce que la période politique que nous traversons a de préoccupant pour la démocratie. Nous sortons d'une élection présidentielle qui a confirmé encore la progression du camp de l'abstention, du score de l'extrême droite également. La verticalité de l'exercice du pouvoir par le Président Macron et ses ministres, la violence du néolibéralisme qui guide la gouvernance politique depuis 5 ans sont responsables de ce triste état de fait. Dans le même temps, une grande partie des électeurs et électrices aspirent à d'autres valeurs et espèrent des législatives qu'elles ouvriront la voie d'un réel contre-pouvoir. Parce que jamais il n'a été tant besoin de justice sociale, de reconsidération du pouvoir d'achat, de services publics.

La nomination récente de M Pap Ndiaye à la tête du ministère de l'Éducation nationale est la seule nomination à marquer une rupture ; du moins nous l'espérons. Car, et sur la forme et sur le fond, l'urgence est à un changement de cap. Les personnels de l'éducation nationale ne sauraient se contenter de symboles. Si l'œuvre de ce ministre devait se limiter à mettre à exécution la politique éducative dessinée lors de la campagne par le candidat Macron, ce serait une catastrophe pour notre système scolaire, une provocation supplémentaire à l'encontre des personnels trop longtemps ignorés et méprisés par le ministre Blanquer.

Les personnels de l'Éducation nationale subissent un déclassement salarial qui chaque année accroît encore la difficulté à recruter de nouveaux enseignant-es : les chiffres d'admissibilité aux concours de cette année sont tristement éloquents. Mais comment redonner le goût du métier à des jeunes en alternance que l'on maltraite dès la préparation du concours, que l'on continue de maltraiter en les affectant sur temps plein la première année ? Les prévisions de rentrée ont pourtant été réalisées avec des supports stagiaires qui ne seront pas pourvus faute de candidats ; ce sera particulièrement crucial en mathématiques où l'horaire élève doit augmenter au lycée.

Comme d'autres services publics, l'École publique est en souffrance. Les salaires des titulaires et des agents non titulaires sont misérables, les moyens de rentrée sont très insuffisants pour garantir des conditions correctes d'apprentissage dans les écoles, collèges et lycées. Les réformes mal ficelées, les calendriers aberrants, les incohérences et injustices que portent Parcoursup, les injonctions pressantes à l'inclusion sans moyens dédiés, la pénibilité que subissent les personnels sociaux, de santé ou administratifs : tout ceci a considérablement abimé le cœur de nos métiers au point que nombreux sont aujourd'hui les personnels à ne plus s'y reconnaître. Le nombre en augmentation de collègues qui envisagent une rupture conventionnelle est le triste résultat de la politique menée.

En lycée, cette fin d'année finit d'user les équipes. Le temps d'apprentissage a été réduit considérablement par le calendrier de passation des enseignements de spécialité. Un absentéisme inquiétant se voit de la part des élèves. Les correcteurs sont eux confrontés aux incohérences que

les épreuves de spécialité ont suscitées : sujets d'inégale difficulté d'un jour à l'autre pour une même spécialité, flottements autour des consignes d'évaluation, manque d'ergonomie de Santorin, nombre trop important de candidats convoqués par demi-journée d'oral... La liste serait trop longue ; ajoutons-y toutefois la pression que fait porter sur les équipes le contrôle continu et la nécessité d'organiser des épreuves de rattrapage pour les élèves dont les moyennes ne seraient pas « représentatives ». Décidément, la réforme du baccalauréat a produit une véritable usine à gaz qui provoque démobilitation des élèves et épuisement des équipes. Il faut en finir avec cela et rétablir au plus vite des épreuves anonymes, nationales, en fin d'année.

La politique des « rustines » n'a que trop duré ; la dernière en date tient au rétablissement d'un enseignement de mathématiques au lycée dont nous ne savons ni par qui ni comment il se fera.

Dans la voie professionnelle, la première session du bac pro Blanquer s'annonce chaotique. En effet, les convocations pour les oraux de chef-d'œuvre notamment dans les CFA impactent fortement l'organisation pédagogique des lycées professionnels. L'arrivée des CCF de langue (oral et écrit) n'a pas été précédée d'une harmonisation garantissant une équité entre les candidats. Enfin, les oraux professionnels qui consistent à évaluer les élèves durant leur PFMP sont inadaptés car trop longs ! Quelle méconnaissance de l'entreprise que de penser que les tuteurs vont pouvoir se mobiliser plus de 45 minutes sur leur temps de travail comme c'est le cas pour le bac pro MCV ou encore le bac pro mécanique-auto ! Et dire que ce sont les enseignants que l'on tance pour leur éloignement du milieu de l'entreprise.

Par ailleurs, les annonces du président Macron pour la voie professionnelle sont très inquiétantes : développer toujours plus l'apprentissage en concurrence déloyale de la voie scolaire, doubler les périodes de formation en milieu professionnel en terminale pour atteindre la moitié du temps scolaire, ou encore sous couvert d'adéquationnisme radical, fermer toutes les formations dont les taux d'insertion immédiats ne sont pas suffisants. Il ne faut pas se tromper, ces annonces scellent la volonté de démanteler l'enseignement professionnel sous statut scolaire.

Nous demandons l'abrogation des réformes des lycées et des Lycées Professionnels, de la réforme Parcoursup. Nous demandons aussi et sans plus attendre une revalorisation conséquente de nos salaires, avec un plan de rattrapage immédiat et sans aucune contrepartie. Nous demandons un plan d'urgence qui garantisse les moyens budgétaires et humains pour corriger les effets de la crise Covid. Nous exigeons que les personnels soient respectés dans leur expertise et que cessent les injonctions de toutes sortes. Plus que jamais, l'éducation Nationale a besoin de ses agents en nombre suffisant et mieux payés. Nous réclamons des postes d'assistants sociaux personnels spécialisés dans l'évaluation globale et qui luttent au quotidien contre l'absentéisme, le décrochage scolaire, les souffrances au travail et les violences familiales et scolaires.

Nous exigeons le rétablissement de toutes les CAPA et le respect du paritarisme, le respect du vote des personnels qui bientôt seront appelés à élire leurs représentant-es. Nous serons particulièrement vigilant-es quant à l'organisation rigoureuse des élections dans notre académie. Les personnels exigent que le mot de « dialogue social » cesse d'être galvaudé et que transparence et équité redeviennent les principes qui règlent opérations de carrière et de mobilité. Pour preuve, le refus récent de vous, Madame la Rectrice, d'un GT barèmes/vœux alors même que les remontées que nous avons témoignent cette année encore d'erreurs conséquentes sur les barèmes. Loin de nous l'idée de montrer du doigt les services dont nous mesurons l'état d'épuisement et la manifeste bonne volonté. Il est clair pourtant que ces opérations requièrent un regard collégial, un examen attentif et expert, seul à même de corriger les écueils que vous avez vous même provoqués avec, par exemple, la circulaire tardive concernant la rénovation du collège Henri IV. Ce refus ainsi que la défiance qu'il ne manquera pas de susciter chez les demandeurs de mutation, il vous faudra l'assumer madame la Rectrice.

Plus que jamais, nous demandons l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique.